



## CRITERES D'ELIGIBILITE

### CRITERE EXPLOITANT : EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

EBE du dernier exercice clos (**N**) : \_\_\_\_\_

*Pour les exploitations au forfait, en l'absence de données permettant de le calculer, l'EBE peut-être évalué à 40 % du CA dûment justifié.*

Calcul de l'EBE moyen des 5 derniers exercices = EBE des 5 exercices précédents en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse

**Renseigner OBLIGATOIREMENT les 5 années.** Dans le cas où une ou plusieurs années sont manquantes (nouvel installé....), veuillez justifier : \_\_\_\_\_

EBE exercice N-5	EBE exercice N-4	EBE exercice N-3	EBE exercice N-2	EBE exercice N-1	EBE moyen

#### **Calcul du taux de perte de l'EBE (doit être supérieur ou égal à 20%):**

(EBE moyen – EBE du dernier exercice clos) / EBE moyen = \_\_\_\_\_ %

ou (EBE N-1 – EBE du dernier exercice clos) / EBE N-1 = \_\_\_\_\_ %

### CRITERE CUMA: Taux d'endettement

*Taux d'endettement : rapport entre la somme des dettes du passif / actif apprécié au regard du dernier exercice comptable clos, selon la disponibilité des informations approuvées par les centres de gestion ou expert comptable.*

Somme des dettes du passif du dernier exercice clos (A) \_\_\_\_\_ €

Actif du dernier exercice clos (B) \_\_\_\_\_ €

**Calcul du taux d'endettement : (A)/(B)** \_\_\_\_\_ %

**(doit être supérieur ou égal à 35%):**

## CRITERES DE PRIORISATION

### TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos ...../...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	_____ %
B) Chiffre d'affaires production de céréales	_____ €	_____ % (B/A)
C) Chiffre d'affaires production de fruits et légumes	_____ €	_____ % (C/A)
D) Chiffre d'affaires production horticole	_____ €	_____ % (D/A)

#### Critères supplémentaires définis localement

Se référer, le cas échéant, à la fiche spécifique à votre département, fournie par la DDT(M)

### EXPLOITATION AU FORFAIT

Oui

Non

### CERTIFICATION DES DONNEES COMPTABLES

<p><b>Données fournies par un centre comptable</b> <i>Obligatoire pour les exploitations au réel.</i></p> <p>Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____</p>	<p><b>Données non certifiées par un centre comptable</b> <i>Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion</i></p> <p><i>Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...</i></p>
<p><b>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</b></p> <p><b>Signature et cachet du centre comptable :</b></p>	<p><b>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</b></p> <p><b>Signature et nom de l'exploitant demandeur :</b></p>

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : \_\_\_\_\_

- **Demande à bénéficiaire de l'aide 'une aide à l'allègement des charges financières à destination des céréaliers, des producteurs de fruits et légumes et du secteur horticole et des pépinières ornementales dans le cadre du plan de soutien**
- **Atteste sur l'honneur :**
  - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
  - avoir pris connaissance de décision du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2016-29 modifiée
  - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
  - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
  - ne pas avoir sollicité d'aide pour les volets B&C dans le cadre du plan élevage 1 (2015) ou 2 (2016)
  - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
  - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
  - être informé que le plafond des aides *de minimis* est limité à :
    - 15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement *de minimis* agricole »),
    - 200 000 € par entreprise agricole (CUMA) au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, dit « règlement *de minimis* entreprise »)
- être informé que le plafond des aides *de minimis* est limité à :

Ces règlements ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.
- **M'engage à :**
  - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
  - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
  - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
  - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ (obligatoire)

**Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC**

## MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

**LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE**

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<p><b>Cas général des exploitations agricoles ou des CUMA avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable :</b></p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable :</b></p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande,</p> <p>- Notification du forfait par l'administration,</p> <p>- Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfaitaire de l'exploitation</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Cas des exploitations agricoles :</b></p> <p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (<b>annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°52080</b>)</p> <p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (<b>annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°52080</b>)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Cas des entreprises agricoles (CUMA) :</b></p> <p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » entreprise pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (<b>annexe n° A de la notice explicative Cerfa N°52080</b>)</p> <p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (<b>annexe n°A bis de la notice explicative Cerfa N°52080</b>)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, fiche spécifique de votre département pour les critères de priorisation définis localement <b>dûment remplie</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, le pouvoir ( <b>annexe 2 de la notice explicative Cerfa N°52080</b> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	<input type="checkbox"/>	
<p><b>Le cas échéant, pour le volet b de l'aide (prise en charge de la commission de garantie) : Annexe 4</b> de la notice explicative <b>Cerfa N°52080</b> certifiant le montant de la garantie relative au(x) prêt(s) de restructuration.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Le cas échéant, pour le volet c de l'aide (coûts liés à la restructuration de la dette) : Annexe 5</b> de la notice explicative <b>Cerfa N°52080</b>.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**RESERVE A L'ADMINISTRATION**

A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

N° de dossier : \_\_\_\_\_

Date de réception : |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|